

### L'inflation

A écouter ceux qui parlent de l'inflation, on croirait que tout le monde en souffre également. Mais on sait bien que certains en profitent beaucoup, alors que les autres en souffrent énormément. Ce qu'il nous faut, en réalité, c'est une redistribution massive des revenus. Tout gouvernement qui veut s'attaquer sérieusement au problème a le choix entre deux solutions. Il peut soit empêcher cette redistribution, soit indemniser ceux qui en souffrent, les victimes de l'inflation.

Si je considère la motion à l'étude, il y a seulement une chose avec laquelle je suis d'accord, et encore pas entièrement, et c'est que l'inflation n'est pas un problème international. Il y a beaucoup de vrai là-dedans, surtout si l'on pense au Canada. Si l'on parle d'autres régions du monde, comme la Grande-Bretagne et le Japon, l'inflation est un problème presque exclusivement international, mais au Canada, l'aspect international n'est qu'une des causes mineures d'inflation. Je vais expliquer pourquoi, mais je traiterai d'abord d'un ou deux arguments qu'on invoque à tous les coups.

D'aucuns aiment décrire l'inflation comme un excès de liquidités. Beaucoup pensent que l'inflation est causée par une trop grande masse monétaire et que le simple fait d'arrêter l'émission de devises la ferait disparaître. Ce n'est pas vrai. Ces gens confondent la cause et l'effet. Quand l'inflation sévit, les responsables de la politique monétaire sont obligés d'émettre plus d'argent pour permettre aux transactions normales de se faire.

● (1630)

Quand le taux d'inflation est de 12 p. 100, il est évident qu'il faut accroître la masse monétaire d'au moins 12 p. 100; c'est-à-dire avec un taux de croissance zéro. Ce genre d'accroissement de la masse monétaire est nécessaire. Je lis dans un journal de ce matin une déclaration d'un très distingué universitaire canadien, M. John Crispo, qui soutient que le problème en est un de gouvernement emballé et non d'inflation galopante. En d'autres termes, toute la faute revient au gouvernement. J'estime que le gouvernement doit en grande partie répondre de la situation, mais il n'est réellement pas juste de déclarer de façon simpliste que tout est de la faute du gouvernement. Je présume que M. Crispo ne s'objecte pas quand on augmente son traitement à l'université. Lorsqu'on rajuste son traitement pour compenser la perte de pouvoir d'achat due à l'inflation, il touche probablement davantage que ce que reçoivent les pensionnés en une année. Aussi lui est-il très facile de porter cette accusation contre le gouvernement.

Les causes de l'inflation deviennent très évidentes depuis quelques années, me semble-t-il. La hausse du prix des denrées alimentaires compte pour la moitié. Je le dis brutalement car, semble-t-il, tout le monde cherche midi à quatorze heures lorsqu'il est question d'identifier la cause de l'inflation. De toute façon, il y a un groupe, celui des agriculteurs, qui ne s'arrête jamais à chercher la cause de l'inflation. Il ne veut pas voir les faits. C'est le prix des produits alimentaires qui amorce toujours la spirale. Il en a toujours été ainsi. Nous pourrions remonter jusqu'à la loi sur le maïs. Pourquoi le gouvernement éclairé de l'époque en Grande-Bretagne tenait-il à ce que ce produit fût bon marché? Parce qu'il voulait faire diminuer les salaires.

Lorsque le prix du maïs montait, les salaires devaient augmenter en guise de compensation. Lorsque le prix des aliments monte, tout le reste doit augmenter de prix. Des

[M. Saltsman.]

gens prétendent qu'il s'agit là d'un problème international. Même si le Canada est un gros exportateur de produits alimentaires le problème demeure international puisque le prix de la nourriture a augmenté à l'étranger et nous avons dû, par conséquent, également le hausser chez nous. Donc, sur ce point, il s'agit d'un problème international. Mais si, de fait, nous avions voulu—et je n'insinue pas que nous aurions dû le faire—contrôler le prix des aliments nous aurions pu le faire. Il y en a peut-être qui diront: Remédions à la situation en versant une certaine somme au consommateur, pour empêcher le prix des aliments de monter. Quelle différence y a-t-il entre le fait de payer plus cher au magasin et celui de payer plus d'impôt pour couvrir la subvention, puisque le résultat, de toute façon, c'est toujours l'inflation?

Il y a peut-être d'excellentes raisons à la hausse du prix des aliments. A mon avis, ce prix était trop bas, par le passé, pour assurer au producteur un revenu convenable. Un rajustement s'imposait. Cependant, je crains qu'on ne soit allé trop loin. Nous savons pourquoi les prix des denrées alimentaires ont monté à l'échelle internationale: il y a une explosion démographique. Il y a plus de bouches à nourrir et la capacité de production est limitée. Il y a aussi eu une sécheresse. Ce sont toutes des raisons bien compréhensibles, mais établissons-les clairement: voyons franchement et carrément les causes de l'inflation, car avant de songer à régler le problème, il faut l'analyser à fond, pour pouvoir le cerner. Les gens, le gouvernement, les agriculteurs pourraient alléguer, je suppose, que c'est un phénomène international, que les prix de l'alimentation ont monté à l'échelle mondiale et que c'est pourquoi nous payons plus cher les denrées alimentaires. En réalité, le prix n'avait pas à grimper au Canada si nous ne l'avions pas voulu. Il n'a d'ailleurs pas augmenté autant que dans les autres pays à cause de notre système de double prix sur le blé.

Prenons une autre cause principale de l'inflation, soit le prix de l'énergie. On pourrait dire que c'est un phénomène international. Les pays arabes ont formé un cartel et ont fait monter le prix du pétrole de 400 p. 100. Les frais de production n'ont pas augmenté au Canada, mais la province de l'Alberta voulait qu'ils montent de 400 p. 100. Pourtant, je ne vois aucun de mes amis à ma droite, si préoccupés qu'ils sont par l'inflation, accuser l'Alberta de contribuer autant à l'inflation. Il est reconnu que l'Alberta s'est pliée à des ententes pour ne pas exiger le plein prix, ce dont nous lui sommes très reconnaissants. Je ne veux pas par là jeter le blâme sur l'Alberta ou sur l'agriculteur. Je ne fais cette précision que pour faire comprendre que tous nous sommes coupables et que tous nous contribuons à l'inflation.

Nous adoptons tous une attitude pharisaïque. Nous montrons tous du doigt notre prochain et disons que le travailleur, le cultivateur ou l'Alberta sont coupables, alors que nous agissons tous de la même façon. Tant que nous ne cesserons pas d'agir ainsi, nous devons indemniser ceux qui doivent supporter ses conséquences. C'est la seule chose que je cherche à faire comprendre. De fait, le Canada a mieux réussi que d'autres pays dans sa lutte contre l'inflation pour deux raisons principales. La première est que les cultivateurs sont disposés à accepter des prix inférieurs aux prix mondiaux pour certaines denrées et les provinces pétrolières ont consenti à accepter moins qu'elles ne toucheraient sur le marché international.